L'ABEILLE.

Imprimé tous les soirs, par P. Delaup.

NOUVELLE-ORLEANS.

Jeudi, 22 Mai 1828.

TICKET DE L'ADMINISTRATION.

Manufactures domestiques.—Institutions utiles.

ELECTEURS PARISH.

JAMES VILLERE—De St Bernard,
A. LEBLANC—De l'Assomption,
C. MARIGNY—D'Est Baton-Rouge,
N. DECLOUET—De St Martin,
B. MORRIS—Natchitoches.

Mr. Pierre Derbigny sera soutenu, à la prochaine élection de Gouverneur, par un grand nombre d'électeurs.

Nous sommes autorisés à annoncer Mr. E. D Wiltz à la place de Représentant au Congrès, à la prochaine élection.

LEGISLATURE D'ETAT.

G. A. Waggaman	*Chs. Maurian.*
P. Landreaux.	*J. H. Shepherd.*
M. Darville.	*D. F. Burthe.*
Ant. Dutrey.	

VICTOIRE! CONCITOYENS, VICTOIRE!

La Cour Suprême a prononcé en faveur du Conseil de Ville; le terrible *mandamus* l'épouvantable *distringas* ont été enfoncés, culbutés, pulvérisés. Il nous est impossible de reproduire les *considérans* aussi volumineux qu'irrésistibles, qui pareils à une charge de grosse cavalerie, ont décidé la victoire. Les conclusions suivantes de l'arrêt, peuvent en être regardées comme le bulletin.

"Nous concluons que l'acte de la Législature de 1816 n'a pas violé la constitution; que la Cour du 1er. District était par conséquent sans juridiction; que ses décisions ont été rendues *coram non judice*; que l'intimé n'a pas encouru aucune autorité du writ de *distringas* et est rendu coupable d'outrage en méconnaissant les commandemens contraires."

Il en est en conséquence ordonné, jugé et décrété que le jugement de la Cour de Paroisse, est annulé, mis à néant et cassé; que l'appelant est reçu en faveur des demandes, et que la cause est renvoyé avec instructions de procéder à évaluer les dommages souffert par eux dans cette affaire, et que l'intimé paiera les dépens en cette Cour."

Dans le préambule de ces conclusions, la Cour Suprême reconnait au corps législatif le droit de répartir parmi les corporations une certaine portion du pouvoir judiciaire. C'est un précédent fort utile pour le présent et pour l'avenir; et nous croyons n'être que l'organe de l'immense majorité des citoyens, en rendant à la Cour Suprême l'hommage que méritent son impartialité, sa prévoyance et sa sagesse.

Nouvelles politiques.

Journal du Constitutionnel.

Paris, 18 mars.

Nous avons lieu de croire à l'exactitude des renseignemens que nous avons reçus de Londres, et que nous avons publiés dans notre précédent numéro. Le cabinet britannique semble décidé à ne faire aucune démonstration active au sujet des affaires d'Orient, et à laisser envahissement de la Valachie et de la Moldavie par les armées russes, sans y opposer de vains obstacles, et sans chercher ailleurs des compensations.

Il paraît que, de son côté, la France adopte à quelques égards un système semblable. Nous ne pouvons nous résoudre à croire toutefois que notre gouvernement ne se mette en mesure d'agir au premier moment, si les circonstances viennent à l'exiger plus impérieusement.

Ainsi, donc, si ces nouvelles sont vraies, la Russie va faire intervenir la force pour obtenir l'exécution du traité d'Akermann, tandis que l'Angleterre et la France se borneront à exécuter le traité du 6 juillet. On ne saurait que le Moniteur annonçait dernièrement que la question serait simplifiée par l'occupation d'